

D'a Désertif' Actions

2026



6^{ème} édition

Webinaires préparatoires

Compte-rendu du webinaire sur la transformation des systèmes agricoles et d'élevage pour une meilleure résilience à la sécheresse

Date : 17 décembre 2025

Participant-es : 80 personnes ont assisté au webinaire, parmi lesquelles une majorité de représentant-es d'organisations de la société civile, mais également de réseaux internationaux, d'institutions de recherche et d'organisations internationales.

Intervenant-es :

Animation : M. Eric Scopel, CIRAD

Keynote :

- M. Pierre Ferrand, FAO
- M. Jérôme Enjalbert, CARI

Panelistes :

- Dr Eduardo Martin, FUNCEME
- Mme Josephine Akia Luyimbazi, PELUM Ouganda
- Dr Anneke Trux, GIZ



Co-organisateurs

Avec l'appui de



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification





INFORMATIONS DE CADRAGE SUR LE WEBINAIRE :

Ce webinaire est une contribution pour traiter la question centrale de Désertif'actions 2026 à savoir : **comment améliorer la résilience des territoires (écosystèmes et communautés) face aux sécheresses ?**

Face aux défis posés par la sécheresse et le changement climatique, certaines stratégies basées sur les principes de l'agroécologie ont montré leur efficacité pour renforcer la résilience des exploitations. Cependant, la transition vers l'adoption de ces principes (techniques, organisationnels, etc.) reste freinée par de nombreux obstacles structurels et conjoncturels. Faciliter le changement s'impose alors comme une condition indispensable pour lever ces barrières et favoriser la transition des systèmes agricoles et d'élevage vers plus de résilience.

La problématique spécifique posée par ce webinaire est : « **Comment favoriser la transformation des systèmes agricoles et d'élevage sédentaires pour une meilleure résilience face aux sécheresses ?** »

Les sous-questions auxquelles le webinaire cherchait à apporter des réponses :

- Quels sont les impacts des sécheresses sur les systèmes agricoles ?
- Dans quelles mesures l'agroécologie permet d'assurer une meilleure résilience pour les systèmes agricoles et d'élevage
- Quelles solutions sont mises en œuvre par les acteurs du développement agricole pour améliorer la résilience des exploitations face aux sécheresses ?
- Quels sont les leviers d'actions et de plaidoyer à activer pour accompagner les exploitations agricoles et les systèmes d'élevage sédentaires vers plus de résilience face aux sécheresses ? Comment envisager le passage à l'échelle de cet accompagnement ?

KEYNOTE SPEAKERS – RESUME DES INTERVENTIONS ET MESSAGES CLES PARTAGES :

KEYNOTE SPEAKER 2 (Pierre Ferrand, FAO) – COMMENT L'AGROECOLOGIE PEUT-ELLE AIDER A FAIRE FACE AUX IMPACTS ET AUX DEFIS LIES A LA SECHERESSE?

Pourquoi la sécheresse est un enjeu majeur pour les systèmes agricoles ?

Dans son intervention de cadrage thématique, Pierre Ferrand (FAO) a rappelé que la sécheresse constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour les systèmes agricoles et agroalimentaires à l'échelle mondiale. En 2022, de nombreux pays ont été affectés par des épisodes de sécheresse, avec des impacts particulièrement sévères sur les populations vulnérables. La région de la Corne de l'Afrique illustre cette dynamique, avec une sécheresse pluriannuelle entre 2020 et 2023 ayant touché plus d'un milliard de personnes, entraîné une crise alimentaire pour 36 millions d'entre elles et provoqué la perte de millions de têtes de bétail. Sur les trente dernières années, les pertes agricoles liées aux sécheresses sont estimées à près de 26 000 milliards de dollars, témoignant d'une aggravation progressive de la fréquence et de l'intensité de ces aléas, comme le souligne le Global Land Outlook.

Impacts de la sécheresse sur les systèmes agroalimentaires

La sécheresse est l'un des aléas climatiques les plus destructeurs pour les systèmes agricoles et d'élevage. Elle contribue à la baisse des rendements, à la volatilité des prix alimentaires et à la dégradation durable des terres agricoles. Plus de trois milliards de personnes vivent aujourd'hui dans des zones agricoles soumises à des contraintes hydriques, et environ 40 % des terres

cultivées sont déjà affectées par un stress hydrique¹. Les petits producteurs sont particulièrement exposés, avec des conséquences importantes sur leurs moyens de subsistance, souvent au détriment des femmes. La sécheresse entraîne également une pression accrue sur les ressources en eau, les sols et la biodiversité, tout en accentuant la dépendance aux importations alimentaires et à l'aide humanitaire. Pour répondre à ces enjeux, la FAO mobilise des outils de suivi et d'anticipation, tels que WaPOR² et les dispositifs Early Warning – Early Action.

Apports de l'agroécologie pour renforcer la résilience à la sécheresse

Dans ce contexte, l'agroécologie est présentée comme un levier essentiel pour renforcer la résilience des systèmes agricoles face à la sécheresse. L'amélioration de la santé des sols joue un rôle central, les sols riches en matière organique étant capables de mieux retenir l'eau, de limiter l'érosion et de soutenir les cultures en période de stress hydrique. Des pratiques telles que le paillage, la couverture végétale, le compostage et les apports organiques contribuent à ces effets, comme le montrent les données issues de l'outil TAPE et de l'initiative GSOCseq de la FAO³. La diversification des cultures et des sources de revenus permet de réduire les risques, tandis que la gestion intégrée de l'eau et des paysages – incluant la restauration des bassins versants et les solutions fondées sur la nature – renforce la résilience à l'échelle territoriale. L'agroécologie favorise également la résilience sociale, notamment à travers la valorisation des savoirs locaux, les banques de semences communautaires et les échanges de connaissances entre agriculteurs.

Limites de l'agroécologie face à la sécheresse⁴

Toutefois, l'intervention a souligné que l'agroécologie ne constitue pas une solution miracle. Sa capacité de résilience a des limites face à des sécheresses extrêmes et prolongées, et la transition agroécologique nécessite du temps ainsi que des mesures complémentaires. L'amélioration des sols ne peut compenser des déficits pluviométriques extrêmes, et la résilience des exploitations dépend fortement de celle des paysages environnants. Enfin, les choix des producteurs, les incitations de marché et les politiques publiques restent déterminants pour réduire durablement la vulnérabilité. En conclusion, l'agroécologie apparaît comme un levier clé pour améliorer la préparation et réduire les impacts de la sécheresse, sans toutefois pouvoir éliminer totalement les effets dans un contexte de changement climatique accru.

KEYNOTE SPEAKER 2 (Jérôme ENJALBERT – CARI) : RETOURS SUR LES ATELIERS NATIONAUX PRÉPARATOIRES DE DÉSERTIF' ACTIONS : IDENTIFICATION DES BARRIÈRES À LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE ET PROPOSITIONS D'AXES DE PLAIDOYER

S'appuyant sur les travaux préparatoires de Désertif'Actions 2026, Jérôme Enjalbert (CARI) a présenté une synthèse des résultats issus des ateliers nationaux consacrés à la transformation agroécologique des systèmes agricoles et d'élevage face à la sécheresse. En 2025, 24 ateliers nationaux ont été organisés par les partenaires de Désertif'Actions afin de capitaliser les connaissances existantes et de recueillir les priorités exprimées par les acteurs de terrain. Parmi

¹ The state of food and agriculture, FAO, 2025

² FAO's Water Productivity Open-Access Portal : <https://www.fao.org/in-action/remote-sensing-for-water-productivity/wapor-data-access/fr>

³ Soil Organic carbon initiative : <https://www.fao.org/soils-portal/data-hub/soil-maps-and-databases/global-soil-organic-carbon-map-gsocmap/en/>

⁴ En partie basé sur: *Agroecology and the limits to resilience: extending the adaptation capacity of agroecosystems to drought* (Altieri et al. 2025)

eux, 14 ateliers ont abordé spécifiquement la thématique des systèmes agricoles et d'élevage, faisant ressortir des constats convergents malgré la diversité des contextes nationaux. Sa présentation s'appuie ainsi sur les résultats des ateliers ainsi que sur les études thématiques préparatoires menées par le CARI.

Analyse des barrières à la transition agroécologique

L'analyse des ateliers met en évidence cinq grandes catégories de barrières à la transition agroécologique :

- Les **barrières techniques et biophysiques** sont liées aux contraintes climatiques et pédologiques – sécheresses récurrentes, stress hydriques sévères, sols fortement dégradés – mais aussi au manque d'infrastructures, d'équipements et de main-d'œuvre nécessaires à la mise en œuvre de certaines pratiques agroécologiques. Des exemples concrets ont été cités, tels que les difficultés de maintenance des ouvrages de gestion de l'eau en Tunisie ou les besoins élevés en main-d'œuvre pour les aménagements de type zaï et demi-lunes au Burkina Faso.
- Les barrières **économiques et financières** constituent un frein majeur à l'adoption des pratiques agroécologiques. La transition implique souvent des coûts initiaux importants, alors que la capacité d'investissement des agriculteurs reste très limitée et que la rentabilité est perçue comme incertaine à court terme. Les ateliers du Niger illustrent cette situation, avec un accès très restreint au crédit et des coûts d'adoption jugés prohibitifs. Au Sénégal, les participants ont également souligné les difficultés de valorisation économique des produits agroécologiques, liées à une faible structuration des marchés et à la concurrence de productions conventionnelles.
- Les **barrières socio-culturelles et cognitives** renvoient aux perceptions et aux attitudes des acteurs vis-à-vis de l'agroécologie. Les pratiques agroécologiques sont parfois considérées comme complexes, risquées ou insuffisamment adaptées aux réalités locales, et leurs exigences en temps, en compétences et en connaissances peuvent freiner leur adoption. En Algérie, une faible appropriation des approches agroécologiques a été observée, tandis qu'au Cameroun, des résistances persistent en raison de la préférence pour des pratiques conventionnelles perçues comme plus productives à court terme.
- Un autre verrou central concerne les **systèmes de connaissances** et de conseil agricole. Dans de nombreux pays, la vulgarisation reste largement orientée vers des modèles intensifs en intrants, avec peu de références opérationnelles en agroécologie. La recherche-action demeure insuffisamment développée, et les savoirs locaux sont encore peu valorisés. Les partenaires du Sénégal ont souligné les difficultés de diffusion et d'appropriation des connaissances existantes, tandis que l'atelier au Yémen a mis en évidence un manque critique de données agroclimatiques et hydrologiques fiables.
- Enfin, les **barrières politiques et réglementaires** jouent un rôle structurant. Les politiques agricoles et commerciales continuent souvent de favoriser des systèmes intensifs, les questions foncières restent centrales pour engager des transitions de long terme, et la fragmentation des politiques complique les approches intégrées. L'exemple du Mali a illustré l'impact de l'insécurité foncière sur l'engagement des producteurs dans des pratiques durables.

Propositions d'axes de plaidoyer pour appuyer la transition agroécologique vers une meilleure résilience face à la sécheresse

Face à ces constats, les ateliers nationaux ont permis de dégager plusieurs orientations de plaidoyer convergentes, structurées autour de trois axes principaux.

- Le premier consiste à **faire de l'agroécologie une véritable priorité nationale**, en l'inscrivant de manière explicite et opérationnelle dans les politiques agricoles, alimentaires et climatiques. Cela implique d'assurer une meilleure cohérence entre les différents niveaux de gouvernance – local, national et régional – et de traduire les stratégies existantes en instruments concrets, tels que des cadres réglementaires adaptés, des dispositifs de mise en œuvre clairs pour les administrations et des mécanismes de suivi. Un enjeu central identifié par les ateliers concerne également la réorientation progressive des subventions agricoles, afin qu'elles ne favorisent plus exclusivement des systèmes intensifs ou fortement consommateurs d'intrants, mais soutiennent davantage des pratiques agroécologiques plus résilientes et adaptées aux territoires.
- Le deuxième axe de plaidoyer porte sur **le renforcement des systèmes de connaissances, de conseil et de formation**. Les participants aux ateliers ont souligné la nécessité de dépasser les approches descendantes de vulgarisation pour promouvoir des dispositifs de co-création de connaissances, fondés sur la recherche-action et associant chercheurs, services techniques, organisations paysannes et agriculteurs. Ces démarches sont essentielles pour produire des références techniques adaptées aux contextes locaux et renforcer l'appropriation des pratiques agroécologiques par les acteurs de terrain. L'amélioration de la diffusion et de l'accessibilité des informations agroclimatiques et techniques, en tant que véritables outils d'aide à la décision, a également été identifiée comme un levier clé, de même que l'intégration plus systématique de l'agroécologie dans les cursus de formation agricole et les dispositifs de formation continue.
- Enfin, **l'accès au financement** est apparu comme un levier déterminant pour accompagner la transition agroécologique sur le long terme. Les ateliers ont insisté sur la nécessité de développer des mécanismes financiers spécifiquement adaptés aux caractéristiques de l'agroécologie, en particulier des financements flexibles, de long terme et accessibles aux producteurs. Cela inclut la création ou le renforcement de mécanismes de financement dédiés aux projets multi-acteurs et à la recherche-action, le développement de crédits adaptés aux cycles agricoles, ainsi que des dispositifs collectifs portés par les organisations locales, tels que les fonds de résilience communautaires. Face à l'intensification des risques climatiques, notamment des sécheresses, le développement et l'expérimentation de mécanismes d'assurance adaptés ont également été identifiés comme des outils essentiels pour réduire la prise de risque perçue par les agriculteurs et sécuriser leur engagement dans des pratiques agroécologiques.

TABLE RONDE MULTIACTEURS SUR LA TRANSFORMATION DES SYSTEMES AGRICOLES :

La seconde partie du webinaire était consacrée à une table ronde multi-acteur visant à apporter un éclairage sur comment favoriser la transition agroécologique des systèmes agricoles et alimentaires pour favoriser la résilience des exploitations agricoles face à la sécheresse.

Paneliste 1 : Eduardo Martins (FUNCEME, Brésil)

M. Eduardo Martins a souligné que l'un des principaux défis pour faire de l'information scientifique un véritable outil d'aide à la décision ne réside pas tant dans la production de données techniques que dans leur articulation avec les politiques publiques et leur mise en œuvre à l'échelle territoriale. À partir de l'expérience brésilienne de suivi de la sécheresse, il a mis en évidence les difficultés liées à la fragmentation des systèmes d'information entre les niveaux local, régional et



fédéral, qui produisaient initialement des diagnostics parfois contradictoires et peu opérationnels pour les décideurs et les acteurs de terrain.

Il a présenté le *Monitor de Seca*⁵ comme une innovation majeure visant à répondre à ces enjeux. Ce dispositif repose sur la coordination et la mise en cohérence des efforts de plus de 60 institutions, mobilisées progressivement sur une période d'environ dix ans (2014–2024), afin de construire un système national de suivi de la sécheresse fondé sur des indicateurs partagés et faisant consensus. L'approche s'appuie sur la reconnaissance et l'articulation de réseaux existants, notamment à l'échelle locale, avec plus de 500 observateurs volontaires fournissant des données pluviométriques. Ces informations sont agrégées et rendues accessibles à différents niveaux, y compris aux agriculteurs, qui peuvent consulter des données adaptées à leur territoire.

Eduardo Martins a également insisté sur l'importance de la circulation bidirectionnelle des connaissances : l'échelle locale constitue selon lui un espace clé pour tester et adapter les innovations, notamment agroécologiques, en tenant compte de l'hétérogénéité écologique et sociale des territoires. Les systèmes d'« intelligence territoriale » permettent ainsi de valoriser les savoirs paysans et les informations locales, tout en les reliant aux données scientifiques, afin d'améliorer la prise de décision à toutes les échelles et de renforcer la résilience des systèmes agricoles et d'élevage face à la sécheresse.

Paneliste 2 : Josephine Akia Luyimbazi (PELUM Uganda)

Josephine Luyimbazi a présentée l'expérience de PELUM Uganda, un réseau de 76 ONG accompagnant environ deux millions de petits producteurs, engagé dans la promotion de systèmes agroécologiques communautaires résilients face à la sécheresse et à la désertification. Elle a rappelé que la désertification ne constitue pas uniquement un défi biophysique, mais aussi un enjeu de gouvernance et de justice sociale. L'approche de PELUM repose sur la valorisation des savoirs paysans, combinés aux apports techniques, et sur des démarches participatives de gestion des risques climatiques, telles que la cartographie communautaire des ressources et l'identification locale des aléas et des stratégies d'adaptation.

Sur le terrain, PELUM promeut un large éventail de pratiques agroécologiques : compostage, paillage, rotations culturales, diversification des cultures et de l'élevage, agroforesterie, intégration des arbres pour la création de microclimats, conservation de l'eau et restauration des variétés locales via des banques de semences communautaires. Ces approches permettent de répartir les risques et d'éviter l'effondrement des systèmes de production, tout en prenant en compte les impacts différenciés du changement climatique sur les femmes.

Josephine Luyimbazi a également souligné l'importance du dialogue avec les politiques publiques. PELUM travaille étroitement avec les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, anime une plateforme nationale des acteurs de l'agroécologie et joue un rôle clé dans l'élaboration de la stratégie nationale d'agroécologie, tout en soutenant la participation des organisations de la société civile aux processus internationaux (UNFCCC, UNCCD).

Paneliste 3 : Anneke Trux (GIZ)

Anneke Trux a partagé les enseignements tirés de l'expérience de la GIZ dans l'appui à la transition agroécologique et à la transformation durable des systèmes alimentaires, notamment à travers le

⁵ <https://monitordesecas.ana.gov.br/>



programme ProSoil⁶, mis en œuvre depuis 2015 dans plusieurs pays africains. Elle a souligné que la transition agroécologique ne peut se limiter à l'introduction ponctuelle de pratiques, mais nécessite une adoption à large échelle par un nombre critique d'agriculteurs, ce qui implique une prise de risque et un accompagnement structuré sur le long terme.

Selon elle, toute stratégie de mise à l'échelle doit partir des principaux défis rencontrés par les agriculteurs et proposer des solutions simples, rapides et visibles afin d'encourager l'adhésion au changement. L'expérience du chaulage des sols acides en Éthiopie illustre l'intérêt de « solutions d'entrée » générant des résultats en un temps court. Anneke Trux a également insisté sur l'importance d'intervenir progressivement de l'échelle de l'exploitation à celle du paysage, en particulier dans les zones arides où la gestion de la matière organique et de l'eau dépasse le cadre de la ferme.

Dans des contextes institutionnels fragiles, la GIZ privilégie l'investissement dans les structures locales existantes – ONG, organisations paysannes, réseaux communautaires – et la formation de multiplicateurs locaux. La disponibilité des intrants, le soutien aux banques de semences, l'accès aux marchés et une mécanisation adaptée sont également des leviers essentiels. Enfin, elle a souligné le rôle des données et des preuves issues du terrain pour influencer les politiques publiques, notamment via la réorientation des subventions agricoles et le développement de mécanismes innovants de financement, tels que les projets du marché volontaire du carbone.

⁶ <https://www.giz.de/en/projects/soil-protection-and-rehabilitation-food-security>





Ressources et plateformes de capitalisations évoquées durant les échanges :

- Document « Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables » du CARI : [Lien](#)
- Centres de ressources du CARI : [Lien](#)
- Plateforme WOCAT (World Overview of Conservation Approaches and Technologies) : [lien](#)
- Le knowledge hub de la FAO : [Lien](#)
- Plateforme de la GIZ : [Lien](#)
- Plateforme Boost-AE: [Lien](#)

Regardez l'[enregistrement du webinaire sur Zoom](#)

Apprenez en plus sur Désertif'actions 2026 [sur le site de l'initiative](#)

Organisé par



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



OBSERVATOIRE
DU SAHARA
ET DU SAHEL

Avec l'appui de



Avec le soutien financier de



Offre en provenance de

giz

